

Homicides sur le lieu de travail : une étude autopsique sur une période de 15 ans

**T. HOUZEL¹, S. GRASSIN-DELYLE², J.-C. ALVAREZ², M. DURIGON¹,
G. LORIN DE LA GRANDMAISON¹**

RÉSUMÉ

Nous avons mené une étude rétrospective descriptive portant sur les cas d'homicide volontaire survenus sur le lieu de travail à partir de tous les cas d'homicide survenus de 1993 à 2007 et pour lesquels une autopsie médico-légale a été réalisée. 21 cas ont été observés, représentant 2,7 % des cas d'homicide pendant cette période. La très grande majorité des victimes était des hommes d'âge moyen égal à environ 47 ans. Le secteur d'activité professionnelle le plus représenté était une activité commerciale (57 % des cas). En ce qui concerne les motifs d'agression, il s'agissait d'un braquage dans la majorité des cas (47 % des cas). Dans 66,6 % des cas, le ou les auteurs de l'agression étaient inconnus de la victime. La cause du décès était secondaire à des lésions par projectile d'arme à feu dans 85,7 % des cas. Les facteurs de risque et les mesures de prévention d'homicide sur le lieu de travail sont discutés à partir des données de la littérature.

Mots-clés : Homicide, Lieu de travail, Autopsie médico-légale.

1. Service d'anatomie pathologique et de médecine légale,

2. UF de Pharmaco-toxicologie,

Hôpital Raymond Poincaré, 104, boulevard Raymond Poincaré, 92380 GARCHES (France).

SUMMARY

Workplace Homicides: A Forensic Autopsy Series, 1993-2007

A retrospective descriptive study was performed on workplace homicide cases which were selected from all homicide autopsy cases which occurred from 1993 to 2007. 21 workplace homicide cases were found, corresponding to 2.7% of all homicide cases. Most of the cases were male victims whose mean age was 47 years old. The occupational activity of the victim was commercial in 57% of the cases. Homicide occurred during a robbery in 47% of the cases. The offenders were strangers to the victims in 66.6% of the cases. Injuries from firearms caused death in 85.7% of the cases. Risk factors and prevention measures of workplace homicide are discussed in this article according to the literature.

Key-words: *Homicide, Workplace, Forensic autopsy.*

I. INTRODUCTION

Plusieurs études américaines ont été publiées sur les homicides survenant sur le lieu de travail [1-3, 5, 7-11]. Sur le plan épidémiologique, l'homicide représente en effet la deuxième cause de décès au Etats-Unis après les accidents de la voie publique (AVP) pour une population de 306 millions d'habitants [1]. Il a ainsi été recensé 8 672 victimes d'homicide sur le lieu de travail entre 1992 et 2001 aux Etats-Unis [2]. Une décroissance significative du taux d'homicide sur le lieu de travail aux Etats-Unis a toutefois été observée [3], cette décroissance étant la plus marquée pour la catégorie professionnelle des chauffeurs de taxi. En France, les deux premières causes d'accidents mortels du travail sont les AVP et les chutes de hauteur [4]. Il n'existe par contre pas de données récentes relatives aux homicides sur le lieu de travail en France. Notre étude s'est ainsi proposée de faire un état des lieux à partir d'une série d'autopsies médico-légales sur une période de 15 ans.

II. MATÉRIELS ET MÉTHODES

L'étude a porté sur l'ensemble des cas d'homicides volontaires dont l'autopsie a été réalisée dans le service d'anatomie pathologique et de médecine légale de l'hôpital Raymond Poincaré de 1993 à 2007. Ces autopsies ont été respectivement ordonnées par le parquet du Tribunal de Grande Instance de Pontoise (95), Versailles (78), Nanterre (92) et Chartres (28).

A partir de ces autopsies ont été rétrospectivement sélectionnés tous les cas d'homicides volontaires survenus sur le lieu de travail. Pour chaque cas sélectionné ont été respectivement rapportés :

- ✓ La date, le jour et l'heure de l'agression ;
- ✓ Le nombre et le sexe du ou des agresseurs ;
- ✓ L'âge et le sexe de la victime ;
- ✓ Le secteur d'activité professionnelle où travaillait la victime au moment des faits ;

- ✓ Le motif de l'agression lorsqu'il était connu ;
- ✓ La relation existante entre la victime et son ou ses agresseurs ;
- ✓ La cause de décès ;
- ✓ Les données des analyses toxicologiques lorsque celles-ci étaient disponibles.

III. RÉSULTATS

De 1993 à 2007 ont été réalisées dans le service 4 762 autopsies médico-légales. Pendant cette période, 21 cas d'homicides volontaires sur le lieu de travail ont été observés, soit environ 2,7 % de l'ensemble des cas d'homicide (n=772).

La fréquence annuelle de ce type d'homicide pendant la période de l'étude était comprise entre 0 et 4. L'agression est survenue respectivement de nuit (entre 22 h et 7 h du matin) dans 9 cas et pendant un week-end dans 6 cas.

Dans les 21 cas d'homicide, le ou les agresseurs étaient de sexe masculin.

Les victimes étaient des hommes dans la grande majorité des cas (n=20). La moyenne d'âge des victimes était de 46,7 ans (29-73 ans). Le tableau I pré-

sente les secteurs d'activité professionnelle où sont survenus les homicides. Le secteur d'activité le plus représenté était l'activité commerciale (57 % des cas). Cinq victimes exerçaient une activité commerciale dans le secteur alimentaire (de type épicerie, débit de boisson ou restaurant). Sept victimes exerçaient une activité commerciale dans d'autres secteurs (boîte de nuit dans 4 cas, antiquaire dans un cas, chauffeur de taxi dans un cas, forain dans un cas).

En ce qui concerne les motifs d'agression, il s'agissait d'un braquage dans la majorité des cas (n=10 soit 47 % des cas). Quatre cas résultaient d'une altercation sur le lieu de travail. Quatre cas correspondaient à un règlement de compte survenant dans le milieu des boîtes de nuit. Il existait un contexte de violences intra-familiales dans deux cas. Pour l'un de ces deux cas, l'auteur des faits qui était le mari de la victime s'est suicidé après avoir tué son épouse alors que celle-ci faisait sa tournée de distribution du courrier. Il existait une notion de violences conjugales avant les faits. L'autre cas correspondait à un forain victime d'un tir par arme à feu, l'agresseur étant un membre de sa famille. Il existait entre les deux protagonistes un important contentieux relatif à des intérêts familiaux. Un cas correspondait à une interpellation au cours de laquelle un gardien de la paix est victime d'un tir par arme à feu. Enfin, un cas correspondait à l'homicide par arme à feu d'un chauffeur de taxi par un tueur en série. L'agresseur avait tiré à trois reprises à travers le fauteuil conducteur au terme de la course.

La figure 1 présente la répartition des principales causes de mort observées parmi les cas d'homicides survenus sur le lieu de travail. Il s'agissait dans la majorité des cas de blessures par projectile d'arme à feu (n=18). Un cas est décédé de deux blessures abdominales par arme blanche. Un cas est décédé d'un traumatisme crânio-encéphalique secondaire à une chute provoquée résultant d'une altercation entre ouvriers non qualifiés d'une entreprise de bâtiment et travaux publics. La hauteur de la chute était de 3 mètres. Un cas est décédé d'un polytraumatisme secondaire à un franchissement par un camion. La victime était un agent municipal conduisant un véhicule balayeur impliqué dans un accident de la voie publique (AVP) avec le conducteur d'un camion. Cet AVP avait uniquement entraîné des dégâts matériels. Au moment d'établir le constat, le conducteur du camion aurait refusé de coopérer. La victime a été franchie par le camion alors qu'elle s'était placée devant le camion pour l'empêcher de prendre la fuite.

Secteur d'activité professionnelle	Nombre de cas (%)
Activité commerciale	12 (57)
Agence bancaire	2 (11)
Entreprise de Bâtiment et Travaux Publics	2 (11)
Employé dans un atelier de bijouterie	2 (11)
Agent municipal (service de nettoyage)	1 (5)
Employé de la poste (facteur)	1 (5)
Agent de police (gardien de la paix)	1 (5)

Tableau I : *Secteurs d'activité professionnelle où sont survenus les homicides.*

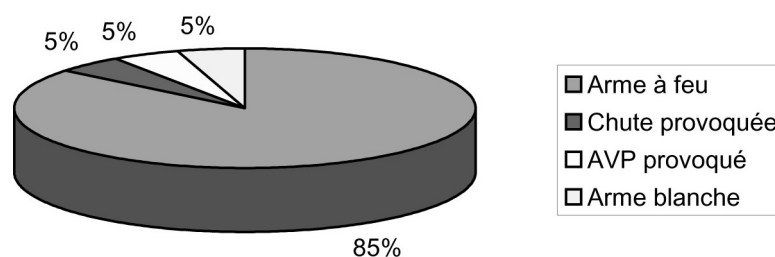


Figure 1 : Répartition des principales causes de mort observées parmi les cas d'homicides survenus sur le lieu de travail.

Dans la majorité des cas, le ou les auteurs de l'agression étaient inconnus de la victime ($n=14$, soit 66,6 % des cas). Dans les autres situations, il s'agissait respectivement d'un client dans 3 cas, d'un collègue de travail dans 2 cas et d'un membre de la famille dans 2 cas.

Dans 4 cas, il existait la notion d'une lutte entre la victime et son ou ses agresseurs.

Sur le plan toxicologique, les données toxicologiques étaient disponibles dans 14 cas. Parmi ces cas, l'alcoolémie était positive dans 5 cas. Les taux d'alcoolémie constatés allaient de 0,1 g/l à un maximum de 1,7 g/l. Le taux d'alcoolémie de 1,7 g/l a été constaté chez la victime qui exerçait la profession de gérant de débit de boissons. Un seul cas présentait des taux sanguins supra-thérapeutiques de trifluopéridol (Triperidol) à une concentration de 0,10 µg/ml et des traces de benzodiazépines dans les urines avec une concentration de clobazam (Urbanyl) égale à 322 ng/ml.

IV. DISCUSSION

D'après les résultats de notre étude, la proportion d'homicide survenant sur le lieu de travail est faible, représentant moins de 3 % des cas d'homicide sur une période de 15 ans. Les victimes sont très majoritairement des hommes (95 %). Sur le plan épidémiologique, les femmes présentent un risque d'homicide sur le lieu de travail plus faible par rapport aux hommes [5]. Cette prépondérance de victimes masculines peut s'expliquer par les professions concernées, exercées le plus souvent par des hommes (gérant de commerce, gérant de boîte de nuit, directeur de banque, gardien de la paix, chauffeur de taxi). Un autre élément d'explication est d'ordre psychologique. Une réaction inadaptee de la victime face à son agresseur ou à ses agres-

seurs pourrait être mise en cause, en rapport avec une tendance plus masculine soit de se défendre soit de prendre des risques inconsidérés. Ainsi dans un des cas observés, la victime est une personne âgée de 69 ans, antiquaire joaillier qui a effectué seule une transaction financière à son domicile avec trois individus. Sous la menace d'armes, les individus ont exigé l'ouverture de son coffre. La victime s'est alors défendue au lieu de se soumettre devant la menace pour sa vie. Dans le cas de l'AVP provoqué cité précédemment, la victime a tenté de bloquer le véhicule de son agresseur en se positionnant devant lui, prenant un risque inconsidéré, alors qu'il aurait pu noter le numéro d'immatriculation du véhicule de l'agresseur.

L'âge moyen des victimes était d'environ 47 ans. Deux cas présentaient un âge dépassant la tranche d'âge de la retraite (60-65 ans), l'un étant un antiquaire joaillier âgé de 69 ans, l'autre un gérant d'épicerie âgé de 73 ans. Ces deux cas correspondent à des professions libérales, en contact avec le public et donnant lieu à des transactions d'argent ou d'objets de grande valeur. Contre toute attente étant donné leur âge, ces deux victimes se sont défendues. On peut noter que la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans dans la série est assez grande (9,5 % des cas), comparée à la relative faible proportion de personnes travaillant actuellement en France après l'âge de 65 ans, qui est estimée à 4,8 % d'après l'enquête emploi de l'INSEE de 1995 [6]. Du fait de la petite taille de la population étudiée, il n'est pas possible de savoir s'il s'agit d'un pourcentage représentatif à l'échelle nationale. Toutefois, cette constatation soulève la question du risque d'agression à type de braquage sur leur lieu de travail que présentent les personnes âgées, compte tenu de leur plus grande vulnérabilité physique. Cette question a d'autant plus de légitimité à être posée que l'augmentation de l'âge de la retraite est actuellement discutée. Nos constatations s'accordent avec les résultats

de la série de Davis portant sur 779 cas d'homicide sur le lieu de travail au Texas [7] qui montraient que le risque d'homicide était 3,5 fois supérieur chez les hommes âgés ≥ 65 ans par rapport aux hommes de moins de 65 ans.

Concernant les motifs d'agression, le motif crapuleux par braquage est prépondérant, tous les braquages ayant été réalisés avec une arme à feu. Les métiers pris pour cibles ont une réserve d'argent ou de biens de valeur rapidement disponible (à type de commerce, restaurant, banque, joaillier). Cette prépondérance des braquages est un des éléments permettant d'expliquer que la principale cause de décès dans notre série soit représentée par des blessures par projectile d'arme à feu. Le deuxième motif d'agression est l'altercation, avec dans tous ces cas la notion d'une dispute verbale et/ou d'un échange de coups ayant précédé l'homicide. Deux cas correspondaient à une altercation entre collègues de travail, alors que dans les autres situations le ou les agresseurs n'étaient pas connus de la victime.

Les deux cas qui s'inscrivent dans le cadre familial sont très différents par le contexte. Dans les deux situations observées, les problèmes de la sphère privée font irruption dans le cadre de la vie professionnelle. Le cas du chauffeur de taxi agressé par un tueur en série met en évidence la vulnérabilité de ces professionnels à ce genre d'agression.

Dans notre série, nous n'avons pas observé de cas d'homicide dans un contexte d'harcèlement moral ou d'harcèlement sexuel. Ce type de situations a déjà été rapporté dans la littérature [8].

Les résultats de notre étude sont assez similaires à ceux d'une étude réalisée en 2002 à Chicago sur 940 homicides au lieu de travail [9]. L'âge médian des victimes était de 42 ans. Les armes à feu étaient impliquées dans 83 % des cas et le vol était le motif le plus souvent retrouvé (62 % des cas). Le lieu le plus fréquent des homicides était un débit de boissons dans 22 % des cas, avec la notion d'une alcoolisation aiguë chez les employés dans près de 50 % des cas. Les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses à être tuées par des proches (40 % vs 6 % des cas). D'après cette étude, l'un des facteurs de risque d'homicide sur le lieu de travail identifié était l'abus d'alcool. Il n'est pas possible de confirmer l'existence de ce facteur de risque à partir des données de notre population du fait que les analyses toxicologiques étaient manquantes pour un nombre non négligeable de cas et que les données toxicologiques relatives aux agresseurs ne nous étaient pas connues. D'autres facteurs

de risque d'homicide sur le lieu de travail ont été identifiés d'après les données de la littérature [1, 10-12] : un lieu de travail ouvert au public, un travail impliquant des transactions d'argent, le fait de travailler seul, une période de travail pendant la nuit ou les week-ends, un lieu de travail situé dans des zones géographiques à forte criminalité, l'ouverture ou le déménagement de la société moins de deux ans avant les faits. Certaines professions sont plus à risque d'homicide, en particulier les chauffeurs de taxi, les employés de bars ou de boîtes de nuit, les employés de stations à essence ainsi que les gérants d'épicerie ou de petits commerces de proximité [7, 13-14]. D'après Loomis *et al.* [1], le risque d'homicide lié à la période de travail existe indépendamment du type d'activité professionnelle de la victime. D'après cette même étude, il existe un risque plus élevé d'homicide dans les lieux de travail où ne sont employés que des hommes ou bien des employés d'origine ethnique non-européenne. Une étude [15] a identifié un autre facteur de risque qui est le port d'armes à feu chez les employés lorsqu'il est autorisé par l'employeur. D'après cette étude [15], le risque d'homicide est environ 5 fois plus élevé dans les lieux de travail où les armes à feu sont autorisées par rapport aux lieux de travail où les armes à feu sont interdites.

En matière de violence sur le lieu de travail, les actions préventives qui peuvent être menées ont pour but d'éviter les agressions, ou à défaut d'en limiter les conséquences si elles surviennent. Elles peuvent être structurelles en intégrant la sécurité dans la conception des locaux ou en repérant les lieux et les horaires à risque. Elles peuvent être organisationnelles en prévoyant des contrôles d'accès, en engageant des agents de sécurité pour assurer la surveillance, en prévoyant des agents de sécurité pouvant intervenir en cas de situation tendue, en évitant la surcharge de travail et la souffrance psychologique du personnel. Enfin elles peuvent être humaines en créant de bonnes conditions de travail. Ces actions vont de paire avec un effort de formation du personnel travaillant notamment auprès de public en difficulté ou en zone sensible, pour reconnaître les signes avant coureur, ne pas provoquer ou aggraver une situation, et savoir gérer une situation tendue. La mise en place de mesures efficaces de prévention dépend aussi de la possibilité de déterminer correctement les facteurs de risque pour le poste de travail en question [1]. Des mesures de prévention de braquage lorsqu'elles sont mises en place peuvent être de nature à réduire le risque d'homicide sur le lieu de travail. Elles ont par contre peu d'effet pour la prévention d'autres types de violence sur le lieu de tra-

vail [16]. L'étude de Loomis *et al.* [16] a montré qu'en matière de mesures environnementales, l'une des mesures la plus efficace était la mise en place d'une barrière physique entre les employés et le public, réduisant le risque d'homicide de 40 %. Une autre mesure bénéfique en terme de risque était l'augmentation de la visibilité de l'intérieur des locaux professionnels par un éclairage externe puissant. Les mesures de prévention de nature administrative étaient plus efficaces par rapport aux mesures environnementales en ce qui concerne la réduction du risque d'homicide [16]. Ces mesures administratives correspondaient respectivement à ne pas laisser travailler seul un employé, en particulier de nuit ainsi qu'à restreindre l'accès aux locaux professionnels à des personnes non employées en gardant les portes d'entrée des locaux professionnels fermées.

Les homicides sur le lieu de travail soulèvent la question de leur reconnaissance en tant qu'accidents du travail. Les homicides qui surviennent au temps et au lieu du travail sont traités comme tout autre accident, avec bénéfice de la présomption d'imputabilité. Cela signifie que la caisse ne pourra refuser la prise en charge que si la preuve est apportée que l'accident est survenu alors que la victime s'était soustraite à l'autorité de l'employeur, ou qu'il a une cause totalement étrangère au travail. Dans tous les autres cas, l'accident (dans ce cas, l'homicide) est légalement présumé être un accident de travail selon le principe énoncé à l'article L411-1 du Code de la sécurité sociale : « l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail ».

Deux arrêts de la cour de cassation font jurisprudence dans ce sens [17-18].

Dans le cas particulier où l'assassin serait ayant droit de la victime (situation où la victime est assassiné par son conjoint, sur les lieux du travail) celui-ci est déchu de tous ses droits, qui sont transférés sur la tête des enfants ou autres ayants droit (article L. 453-1 du code de la SS). ■

V. BIBLIOGRAPHIE

- [1] LOOMIS D., WOLF S.H., RUNYAN C.W., MARSHALL S.W., BUTTS J.D. – Homicide on the job: Workplace and community determinants. *Am. J. Epidemiol.* 2001, 154, 5, 410-417.
- [2] HARTLEY D., BIDDLE E.A., JENKINS E.L. – Societal cost of workplace homicide in the United States, 1992-2001. *Am. J. Ind. Med.* 2005, 47, 6, 518-527.
- [3] HENDRICKS S.A., JENKINS E.L., ANDERSON K.R. – Trends in workplace homicides in the U.S., 1993-2002: a decade of decline. *Am. J. Ind. Med.* 2007, 50, 4, 316-325.
- [4] Rapport de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), 2006. http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/atmp_media/BROCHURE%20EM%20%PAR%20CTN.pdf
- [5] JENKINS E.L. – Homicide against women in the workplace. *J. Am. Med. Womens Assoc.* 1996, 51, 3, 118-9.
- [6] Enquête emploi de l'INSEE, 1995. <http://www.insee.fr/fr/ppp/ir/acceuil.asp?page=EEO5/cad/cadage.htm>
- [7] DAVIS H. – Workplace homicides of Texas males. *Am. J. Public Health* 1987, 77, 1290-3.
- [8] MORRISON K.A. – A case of stalking in the workplace and subsequent sexual homicide. *Forensic Sci.* 2007, 52, 3, 726-30.
- [9] HEWITT J.B., LEVIN P.F., MISNER S.T. – Workplace homicides in Chicago. Risk factors from 1965 to 1990. *AAOHN J.* 2002, 50, 9, 406-12.
- [10] KRAUS J.F., BLANDER B., MCARTHUR D.L. – Incidence, risk factors and prevention strategies for work-related assault injuries: a review of what is known, what needs to be known, and countermeasures for intervention. *Annu. Rev. Public Health* 1987, 77, 1285-9.
- [11] HEWITT J.B., LEVIN P.F. – Violence in the workplace. *Annu. Rev. Nurs. Res.* 1997, 15, 81-99.
- [12] AMANDUS H.E., HENDRICKS S.A., ZAHM D., *et al.* – Convenience store robberies in selected metropolitan areas. Risk factors for employee injury. *J. Occup. Environ. Med.* 1997, 39, 442-7.
- [13] TOSCANO G. – Workplace violence: an analysis of bureau of labor statistic data. *Occup. Med.* 1996, 11, 227-35.
- [14] CASTILLO D.N., JENKINS E.L. – Industries and occupations at high risk for work-related homicide. *J. Occup. Med.* 1994, 36, 125-32.
- [15] LOOMIS D., MARSHALL S.W., TA M.L. – Employer policies toward guns and the risk of homicide in the workplace. *Am. J. Public Health* 2005, 95, 5, 830-2.
- [16] LOOMIS D., MARSHALL S.W., WOLF S.H., RUNYAN C.W., BUTTS J.D. – Effectiveness of safety measures recommended for prevention of workplace homicide. *JAMA*, 2002, 287, 8, 1011-7.
- [17] Arrêt de la cour de cassation, chambre sociale en date du 15 juin 1995 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000007034465&fastReqId=272111114&fastPos=1>
- [18] Arrêt de la cour de cassation, chambre sociale en date du 10 juin 1987 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000007018583&fastReqId=1434542216&fastPos=1>